

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N

PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2017

CHAPITRE 38

**MINISTERE
DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	7
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	8
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2017	10
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	11
2.1.	PROGRAMME 496: DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT	13
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	14
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	15
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	15
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	17
2.2.	PROGRAMME 497: AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN	22
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	23
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	24
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	24
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	26
2.3.	PROGRAMME 498: DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT URBAIN (PDITU)	30
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	31
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	32
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	32
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	34
2.4.	PROGRAMME 499: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR URBAIN	37
2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	38

2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	38
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	39
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	40
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	43
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	44
3.2.	LEÇONS APPRISES	45
3.3.	PERSPECTIVES	47

NOTE EXPLICATIVE

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) adopté par le gouvernement en 2009 énonce des objectifs clairs de politique économique, sociale et culturelle pour le Cameroun à l'horizon 2020.

Pour l'atteinte de ces objectifs, le document de stratégie de développement du sous- secteur urbain permet d'avoir une meilleure vision et lisibilité des activités à mener pour améliorer la contribution des villes camerounaises au développement du pays, conformément aux orientations du Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) et aux Objectifs de Développement Durable (ODD).

Le DSCE souligne l'importance des enjeux économiques du développement urbain et du rôle économique des villes, compte tenu de leur poids sur le PIB (le PIB urbain représente actuellement près de 60% du PIB total). En effet, les villes sont des lieux de concentration des activités économiques et les champs de prédilection des secteurs secondaires et tertiaires. Il est donc nécessaire de replacer la ville dans son véritable rôle de moteur du développement économique et social, afin de permettre aux villes de contribuer efficacement à la relance et la consolidation de la croissance économique.

Pour cela, l'objectif clairement énoncé dans le DSCE est «de maîtriser le développement des villes et d'en faire des centres de production et de consommation nécessaires à l'essor du secteur industriel, mais également de promouvoir l'émergence des agglomérations périphériques, le développement des villes moyennes ou secondaires capables de structurer les activités économiques dans l'espace urbain et de concourir au développement des zones rurales environnantes».

De manière spécifique, les autorités entendent encadrer et maîtriser le développement urbain (limiter le taux d'urbanisation à 57,3% en 2020) ; construire 17 000 logements et aménager 50 000 parcelles) ; réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès aux infrastructures aux services urbains de base ; construire 150 km de voies bitumées ; Renforcer l'industrie, le secteur privé, la gouvernance et les ressources humaines du sous-secteur urbain.

L'atteinte de ces objectifs se fera à travers :

- Le développement de l'habitat ;
- l'entretien et la réhabilitation des infrastructures urbaines ;
- le développement des infrastructures urbaines ;
- l'amélioration de l'accès aux services urbains de base ;
- la maîtrise de l'occupation du sol ;
- la protection des groupes sociaux vulnérables ;
- le renforcement des capacités institutionnelles.

Spécifiquement pour l'exercice 2017, les extraits majeurs attendus se présentaient comme suit :

Dans le cadre de la mise en œuvre du **programme 496** ; **01 document** de planification urbaine élaboré, **1409 ha** aménagés et **2450 logements** dans le cadre du programme gouvernemental de construction des logements sociaux construits.

Pour le **Programme 497** ; **07 km** de drains dans le cadre du PADY construits, **20 000 m²** d'espaces publics aménagés, **704** points d'éclairage public construits, **700 jeunes** aux petits métiers urbains formés, la restructuration de certains quartiers au profit de **288 ménages** bénéficiant des projets de proximité.

Au niveau du **programme 498** ; **100 km** de voirie en terre entretenue, **60 km** de voirie revêtue entretenue, **60 km** de voirie revêtue réhabilitée et **10 km** de voirie revêtue construit.

Concernant le **programme 499** ; la poursuite/achèvement des travaux de construction de **06 délégations** régionales/départementales du MINH DU. On note également dans ce programme, **150 personnels** du MINH DU formés, **14** textes élaborés et **02** textes vulgarisés régissant notre secteur d'activités.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Au terme du Décret n°2012/384 du 14 septembre 2012, portant organisation et fonctionnement du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain (MINH DU) est chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'habitat et de développement urbain.

A ce titre, il est chargé :

a) En matière d'habitat:

- de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un plan d'amélioration de l'habitat, tant en milieu urbain que rural;
- de la mise en œuvre de la politique d'habitat social ;
- du suivi de l'application des normes en matière d'habitat.

b) En matière de développement urbain :

- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre des stratégies d'aménagement et de restructuration des villes en relation avec les Administrations concernées ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies de développement social intégré des différentes zones urbaines ;

- de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies de gestion des infrastructures urbaines en liaison avec le Ministère des Travaux Publics ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies d'amélioration de la circulation dans les grands centres urbains avec les Départements ministériels et les Collectivités Territoriales Décentralisées concernés;
- de l'embellissement des centres urbains, en liaison avec les départements ministériels et les collectivités Territoriales Décentralisées intéressés ;
- de la planification et du contrôle du développement des villes ;
- du suivi de l'élaboration des plans directeurs des projets d'urbanisation en liaison avec les Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- du suivi de l'application des normes en matière d'assainissement et de drainage;
- du suivi du respect des normes en matière d'hygiène et de salubrité, d'enlèvement et/ou de traitement des ordures ménagères;

de la liaison avec les Organisations Internationales concernées par le développement des grandes villes en relation avec le Ministère des Relations Extérieures.

Il suit les activités des Ordres correspondants aux professions d'Architecte, d'Urbaniste et de Géomètre.

Il travaille en étroite collaboration avec les Collectivités Territoriales Décentralisées et exerce la tutelle sur la Société Immobilière du Cameroun (SIC), les projets et les organismes concourant à l'aménagement des villes et de l'habitat.

Il est assisté d'un Secrétaire d'État, chargé de l'habitat.

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Evoquant le bilan de l'exercice 2017, il convient de rappeler que la loi de finances 2017 octroyait une enveloppe de 138 453 706 000 FCFA au Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain répartie ainsi qu'il suit :

Dépenses de fonctionnement :	11 485 000 000
Dépenses d'investissement :	126 968 706 000

Cette enveloppe budgétaire a permis d'exécuter le programme d'actions du Ministère dont les axes majeurs se déclinent en la réalisation des études sectorielles (i) ; la poursuite de la promotion immobilière tant publique que privée (ii) ; le désengorgement des pénétrantes des villes, la réhabilitation des centres urbains et des grands carrefours (iii) ; et l'assainissement (iv).

Par ailleurs, l'exécution de ce budget à l'intérieur de chaque programme a été marquée par un contexte particulier.

L'exécution du **programme 496** a connu une exécution globalement satisfaisante, avec l'embelli né de l'achèvement des 1500 logements avec l'appui de la coopération chinoise et de

la poursuite du PLANUT volet logements.

Toutefois, de nombreuses difficultés ont été observées dans la réalisation des 1 675 logements à Yaoundé/Olembe et à Douala/Mbanga-Bakoko. Cette faiblesse s'explique par :

- La faible capacité technique et financière des PME et BET locaux ;
- L'absence de financement pour l'achèvement des travaux, y compris les travaux des concessionnaires de réseaux ;
- La lourdeur des procédures de paiement.

Le programme 497 porte les projets des travaux d'embellissement des centres urbains (ravalements des façades, plans d'épannelage, aménagement des espaces verts...), d'amélioration de l'assainissement urbain (ouvrages d'assainissement, ouvrages de drainage, aires de détente) et de la fourniture des services urbains de base (accès à l'eau potable, éclairage public, élimination des déchets solides, protection et sécurisation des zones à risques et limitation des nuisances diverses), enfin de l'amélioration de la gouvernance urbaine (renforcement du cadre institutionnel et juridique et de la capacité d'intervention du secteur privé urbain, promotion du partenariat entre acteurs urbains, amélioration de la communication sociale et protection des couches sociales vulnérables en milieu urbain)

Le programme, dans l'ensemble est marqué par une exécution satisfaisante, mais néanmoins quelques difficultés ont émaillé son bon déroulement, notamment :

- La libération des emprises et indemnisation tardive des populations qui a affecté le démarrage effectif des travaux ;
- la non mise à disposition des fonds de contrepartie et le retard dans la réalisation des études techniques ;
- €€Λα πασσατιον ταρδιωε δεσ μαρχη[σ προγραμμ[σ ετ λα φαιβλεσσε τεχηνηθυε δεσ πρεσταταιρεσ αδφυδιχαταιρεσ δεσδιτσ μαρχη[σ, εντραιναντ υν ρεταρδ δανσ λα λιπραισον δεσ πρεστατιονσ€;
- La crise sociale dans les régions du Nord-ouest et sud -ouest;
- la faible capacité financière des BET et entreprises adjudicataires ;
- les tensions de trésorerie qui occasionnent le retard ;

Le Programme 498 intitulé Développement des infrastructures de transport urbain au cours de l'exercice 2017 s'est exécuté de manière satisfaisante, et certains éléments ci-après ont eu un impact lors de sa mise en œuvre :

- Mise en œuvre du PLANUT voirie à Douala et Yaoundé ;
- Préparation de la CAN 2019 ;
- Lenteurs administratives dans la procédure d'indemnisation des populations déguerpies dans la cadre de la libération des emprises de certains tronçons des projets de réhabilitation et de construction ;
- Lourdeurs des concessionnaires dans les procédures de déplacement des réseaux ;
- Nombreux appels d'offres infructueux appelant à de nouvelles procédures ;

- Poursuite des travaux engagés les années précédentes ;
- Retards dans le paiement des décomptes des entreprises ;
- Manque de professionnalisme des entreprises ;
- Plan de charge des entreprises très élevé ;
- Absence d'une cartographie de matériaux de viabilité utilisés en corps chaussée ;

Le programme 499 relatif à la gouvernance et à l'appui institutionnel du sous-secteur urbain étant un programme support, encadre le suivi de l'exécution des programmes opérationnels. Ce Programme est particulièrement sensible à la consigne gouvernementale qui prescrit la réduction du train de vie de l'Etat. Sa mise en œuvre, jugée satisfaisante a été impactée par les éléments ci-dessous :

- Mobilisation des moyens supplémentaires pour l'accompagnement des activités induites par la préparation de la CAN 2019 et des grands chantiers du MINH DU ;
- Guerre contre le terrorisme dans le Septentrion entraînant le ralentissement des activités économiques et affectant la collecte des ressources budgétaires ;
- La situation socio-politique des régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest ayant impacté la sereine poursuite des chantiers dans lesdites régions ;
- Faible notification du quota trimestriel du budget de fonctionnement.

En dépit des difficultés relevées ci-haut, au cours de l'année 2017, le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, a poursuivi la mise en œuvre d'importants travaux pluriannuels, notamment la construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen section rase campagne, les travaux de construction des voies d'accès et des parkings autour du nouveau stade d'Olembé à Yaoundé, les travaux de construction de la voie d'accès à l'hôpital obstétrique et gynécologique de Douala. En outre, on a également enregistré des résultats satisfaisants dans la mise en œuvre du PLANUT volet voirie.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2017

La mise en œuvre des programmes du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain a été influencée par de nombreux faits et orientations dont les plus importants sont :

- la mise en œuvre du DSCE ;
- la poursuite de la mise en œuvre des programmes structurants, dont l'autoroute Yaoundé Nsimalen, et le programme gouvernemental de construction des logements sociaux ;
- la poursuite du Plan d'Urgence Triennal pour l'accélération de la croissance économique (PLANUT) dans ses volets voirie et logement ;
- la poursuite des efforts de décentralisation traduite par le transfert des compétences et des ressources aux Collectivités Territoriales Décentralisées a également marqué de façon significative l'exercice budgétaire 2017 du MINH DU.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

Les axes d'intervention de la stratégie de développement du sous-secteur urbain se déclinent en 04 Programmes :

Le programme 496 qui vise à rationaliser l'occupation de l'espace urbain et réduire de façon significative la proportion d'habitat indécemment en milieu urbain ;

Le programme 497 dont l'objectif est d'assainir et embellir l'espace urbain ;

Le programme 498 qui a pour but d'accroître la mobilité intra-urbaine ;

Le programme 499 qui vise à améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINH DU.

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 496

DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT

Responsable du programme

MANDENGUE GERARD

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

L'amélioration de l'habitat se fera à travers trois grandes actions :

Action 1- Développement de la planification urbaine. Le Bilan-Diagnostic a montré que les villes camerounaises souffrent de l'insuffisance d'espaces aménagés, dont l'une des principales causes est

l'absence ou la non application des documents d'urbanisme, de la réglementation de l'occupation et de

l'usage des sols. Pour remédier à ce dysfonctionnement qui handicape à la fois la production de masse

de l'habitat décent et le développement des infrastructures de transport urbain, la présente action prévoit

d'actualiser les documents d'urbanisme lorsqu'ils sont caducs, de les élaborer lorsqu'ils n'existent pas,

de procéder à leur approbation et surtout veiller à leur mise en oeuvre scrupuleuse.

Action 2- Réalisation des opérations d'aménagement urbain. Le diagnostic posé sur l'habitat a révélé

qu'environ 70% de l'espace urbain est occupé par les quartiers d'habitat spontané, anarchique et

indécent. L'objectif de cette action est donc de réduire de façon significative la proportion de l'habitat

indécent en milieu urbain. Pour ce faire, la réalisation des opérations d'aménagement urbain telles que

définies dans la loi N°2004/003 du 21 avril 2004 régissant l'urbanisme au Cameroun est nécessaire. Il

s'agit de la restructuration et de la rénovation urbaines, mais aussi de l'aménagement de nouvelles

trames urbaines dans les zones périurbaines, qui concourent à l'amélioration des conditions de vie et de

sécurité des populations au regard de la situation foncière, de l'état des constructions, de l'accès aux

habitations, des espaces verts, de l'environnement et des voiries et réseaux divers.

Action 3- Construction de logements neufs Du bilan-diagnostic du sous-secteur, il ressort que le déficit

actuel en logements décents est estimé à environ 1 000 000 d'unités auxquelles s'ajoutent au moins

60 000 nouvelles demandes annuelles. En effet, malgré les multiples efforts déployés par l'Etat Camerounais, l'offre publique et privée de logements n'a pas répondu qualitativement et

quantitativement à la demande. Cette action a donc pour objectif d'améliorer l'offre de logements

décents et de terrains à bâtir en milieu urbain.

OBJECTIF	Rationaliser l'occupation de l'espace urbain et réduire de façon significative la proportion de l'habitat indécent en milieu urbain	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de ménage supplémentaire ayant accès à un habitat décent
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	105958.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	111973.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: DÉVELOPPEMENT DE LA PLANIFICATION URBAINE Action 02: RÉALISATION DES OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT URBAIN Action 03: CONSTRUCTION DE NOUVEAUX BÂTIMENTS	
DOTATIONS INITIALES	AE 61 760 230 799	CP 60 481 865 799
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MANDENGUE GERARD,	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

L'exécution du **programme 496** a connu une exécution globalement satisfaisante, avec l'embelli né de l'achèvement des 1500 logements avec l'appui de la coopération chinoise et de la poursuite du PLANUT volet logements.

Toutefois, de nombreuses difficultés ont été observées dans la réalisation des 1 675 logements à Yaoundé/Olembe et à Douala/Mbanga-Bakoko. Cette faiblesse s'explique par :

- La faible capacité technique et financière des PME et BET locaux ;
- L'absence de financement pour l'achèvement des travaux, y compris les travaux des concessionnaires de réseaux ;
- La lourdeur des procédures de paiement.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

La performance du programme 496 n'a pas enregistré une amélioration significative du fait de la nature des investissements qui y étaient retenus. Pour la plupart, il s'agissait des études à l'exception du programme de construction des logements dont la faible capacité technique et financière des PME locales constitue un frein à son avancement.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	108088 ménages soit 8820 ménages en 2017 et 5320 en 2016	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 32 337 812 102	CP 31 059 447 102
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 29 422 418 697	Ecart CP 29 422 418 697
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 30 875 632 840	CP 30 369 465 198
TAUX DE CONSOMMATION	96,7 %	99,12 %
JUSTIFICATION DU		

RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>La faible capacité technique et financière des PME et BET locaux n'a pas permis d'achever les travaux de construction des premiers 1675 logements et partant d'atteindre la cible projetée.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'absence de financement pour l'achèvement des travaux, y compris les travaux des concessionnaires de réseaux ; <p>La lourdeur des procédures de paiement</p>
PERSPECTIVES 2018	<p>Action 1 : Développement de la planification urbaine</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Finalisation de la révision de la loi régissant l'urbanisme au Cameroun ; - l'implémentation des résultats de l'étude sur l'analyse des besoins en renforcement des capacités des acteurs en matière d'élaboration et de suivi d'élaboration des documents de planification urbaine, l'évaluation et la catégorisation des BET ; - la mise en place d'un programme de renforcement des capacités ; - la vulgarisation des textes régissant l'urbanisme ; - la finalisation prochaine de l'étude portant sur la conception de guides méthodologiques pour l'élaboration des documents de planification urbaine ; - la finalisation prochaine de l'étude portant sur la conception d'un manuel de procédures de suivi de l'élaboration des documents de planification urbaine ; - l'élaboration de la politique urbaine nationale. <p>Action 2 : Réalisation des opérations d'aménagement</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise à l'échelle du PPAB à travers l'élaboration d'un programme national ; - la finalisation de l'étude visant l'élaboration d'une stratégie d'amélioration des bidonvilles au Cameroun ; - l'extension du C2D à Bamenda et Maroua ; - le Démarrage des grands travaux sous financement C2D dans les villes Garoua, Bafoussam et Bertoua ; - la Réalisation des opérations d'aménagement concerté (MINHDU- MAETUR et éventuellement avec les collectivités villageoises) ; - la finalisation de la préparation du Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes (PDVIR) sur financement Banque mondiale ; - le paiement des indemnités des populations affectées par les travaux structurants dans les villes de Batouri, Douala, Kumba, Ngaoundéré et Yaoundé ; - le démarrage des travaux structurants dans les villes de Batouri, Douala, Kumba, Ngaoundéré et Yaoundé ; - l'identification des activités à réaliser dans les villes de Kousséri et Maroua ; <p>la réalisation des études APS/APD et EIES et l'élaboration des DAO des travaux à réaliser à Kousséri et Maroua.</p>

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Au cours de l'exercice 2017, 01 seul document de planification urbaine avait été budgétisé ; toutefois de nombreux documents programmés antérieurement à cet exercice ont été achevés et capitalisés pour le compte de cet exercice ;

En ce qui concerne la réalisation des opérations d'aménagement urbain, 28 ha d'espaces urbains ont été aménagés ;

et 250 logements ont été construits en 2017 dans les villes de Yaoundé et Douala dans le cadre de l'action 03 Construction de Nouveaux Bâtiments.

Action 01 DÉVELOPPEMENT DE LA PLANIFICATION URBAINE								
OBJECTIF	Assurer la maîtrise de l'occupation du sol							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de documents de planification urbaine élaborés/actualisés et approuvés					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	69.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	71.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	95 documents élaborés dont 15 en 2016 et 11 documents en 2017						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	515 000 000	515 000 000	671 785 117	671 785 117	561 734 180	561 734 180	83,61 %	83,61 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Crédits transférés aux CTD qui assument la fonction de Maître d'Ouvrage Délégué. Cette action a été influencée par la faible capacité financière et technique des Bureaux d'Etudes adjudicataires des marchés relatifs à l'élaboration des documents de planification urbaine.							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extrants)	11 documents de planification urbaine élaborés (PDU : Ebolowa, Edéa et Maroua ; POS : Loum, Bafang, Zoétéélé, Buea, Ebolowa, Edéa et Sangmelima et PS : Zone de universitaire de Molyko à Buea.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	01 document programmé en 2017 et achèvement de 11 études engagées avant l'exercice 2017 aussi bien dans le BIP-MINH DU que dans le cadre de projets tel que le PAMOCCA. Certaines études sont également en cours.							
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> - Finalisation de la révision de la loi régissant l'urbanisme au Cameroun ; - L'implémentation des résultats de l'étude sur l'analyse des besoins en renforcement des capacités des acteurs en matière d'élaboration et de suivi d'élaboration des documents de planification urbaine, l'évaluation et la catégorisation des BET ; - La mise en place d'un programme de renforcement des capacités ; - La vulgarisation des textes régissant l'urbanisme ; - La finalisation du PPA de manière participative à l'effet d'afficher les cibles réelles pour les années avenir ; 							

Action 02 RÉALISATION DES OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT URBAIN

OBJECTIF	Assurer la production des espaces urbanisés descent							
Indicateur	Intitulé:		Superficie d'espaces urbains aménagés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		ha					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		1270.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		1403.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1370 ha dont 72 ha en 2016 et 28 en 2017					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	45 714 787 000	44 436 422 000	26 799 182 018	25 520 817 018	25 720 817 018	25 428 742 431	96 %	99,64 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action a été influencée par la faible capacité financière et technique des Bureaux d'Etudes adjudicataires et/ou soumissionnaires des marchés relatifs aux études de restructuration urbaines.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - un manuel de procédures d'intervention en cas d'urgence éligible dans le cadre du PDVIR élaboré ; - 80% des Etudes APS APD et DCE des projets du Programme Capitales régionales (voiries, équipements marchands, espaces publics) et 80% des travaux des services urbains de base, plus études de préféabilité de la poursuite du programme à Maroua et Bamenda ; - Travaux de restructuration de l'ilot de Nkolbikok, PPAB phase III dans la ville de Yaoundé : <ul style="list-style-type: none"> • 01 chemin piétonnier achevé ; • voie en terre aménagée ; • trois ouvrages de franchissement exécutés. - la préparation du Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes (PDVIR) : Etudes techniques (APS/APD et DAO), EIES, études préparatoires des Contrats de Ville achevées et PDVIR approuvé lors du Conseil d'Administration de la Banque mondiale du 22 août 2017 ; la convention du 3e C2D est signée. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Travaux de restructuration de l'ilot de Nkolbikok, PPAB phase III dans la ville de Yaoundé a permis d'enregistrer une bonne performance							

Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> - La mise à l'échelle du PPAB à travers l'élaboration d'un programme national ; - La finalisation de l'étude visant l'élaboration d'une stratégie d'amélioration des bidonvilles au Cameroun ; - L'extension du C2D à Bamenda et à Maroua ; - Démarrage des grands travaux sous financement C2D dans les villes Garoua, Bafoussam et Bertoua ; - Réalisation des opérations d'aménagements concertées (MINHDU- MAETUR et éventuellement avec les collectivités villageoises) ; - La finalisation de la préparation du Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes (PDVIR) sur financement Banque mondiale ; - La signature de la convention de crédit pour le financement du PDVIR ; - Le lancement officiel du PDVIR et la signature des Contrats de Ville entre l'Etat et les CTD concernées ; - Le paiement des indemnités des populations affectées par les travaux structurants dans les villes de Batouri, Douala, Kumba, Ngaoundéré et Yaoundé ; - Le démarrage des travaux structurants dans les villes de Batouri, Douala, Kumba, Ngaoundéré et Yaoundé ; - L'identification des activités à réaliser dans les villes de Kousséri et Maroua ; - La réalisation des études APS/APD et EIES et l'élaboration des DAO des travaux à réaliser à Kousséri et Maroua ; - Dans la programmation des activités à mener, l'élaboration des Plans de Secteur dans les Communes d'Arrondissement de Douala 3ème et 5ème, ainsi que l'élaboration des Contrats de Ville des CTD concernées par le PDVIR signés.
-------------------	---

Action 03 CONSTRUCTION DE NOUVEAUX BÂTIMENTS

OBJECTIF	Accroître l'offre de logements décents en milieu urbain							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de logements construits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		1120.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		1880.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		2130 logements construits dont 1880 en 2016 et 250 en 2017					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	15 530 443 799	15 530 443 799	4 866 844 967	4 866 844 967	4 375 699 168	4 378 988 599	96 %	96,07 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>L'exécution du programme 496, adossé sur la construction des logements, connaît une exécution globalement satisfaisante, avec l'embelli né de l'achèvement des 1500 logements avec l'appui de la coopération chinoise et du PLANUT volet logements.</p> <p>Toutefois, de nombreuses difficultés ont été observées dans la réalisation des 1 675 logements à Youndé/Olembe et à Douala/Mbanga-Bakoko. Cette faiblesse s'explique par :</p> <ul style="list-style-type: none"> La faible capacité technique et financière des PME et BET locaux ; <p>La lourdeur des procédures de paiement.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>250 (610-360) logements construits à Yaoundé et Douala ; 760 logements construits avec la coopération chinoise.</p> <p>-les travaux sont en cours à Yaoundé et à Douala dans le cadre du programme gouvernemental pour un taux d'avancement moyen de 73,5% pour les premiers 1 675, soit 81% à Yaoundé et 67% à Douala.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>La cible n'a pas été atteinte pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faible capacité des acteurs locaux (services déconcentrés et CTD) à assurer le suivi ; - La faible capacité technique et financière des PME et BET locaux ; - La lourdeur des procédures de paiement ; - retard dans la passation des marchés ; - lenteur dans le processus de réattribution des marchés résiliés ; - Faible expertise des consultants (BET) ; <p>lenteurs procédurales au niveau local dans le cadre de la sécurisation et des indemnisations (signature des DUP, mises en place des commissions préfectorales, etc.).</p>							

Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none">- L'amélioration du cadre institutionnel et juridique en matière d'habitat, à travers la finalisation des réflexions engagées (notamment la politique de l'habitat, la loi sur l'habitat social et l'étude en vue de la création d'un Fonds Spécial pour l'Habitat Social) ;- la réattribution des marchés résiliés aux grandes firmes ;- une meilleure approche dans la sécurisation des sites (un bon mécanisme de suivi et une bonne évaluation des besoins) et procédé à l'aménagement après la sécurisation des sites, en collaboration avec la MAETUR ;- l'accompagnement des CTD dans la construction des Cités municipales ;- l'appui à la promotion immobilière privée ;- l'accompagnement des promoteurs internationaux avec qui des MOU ont été signés ;- l'implémentation des travaux de construction des logements sociaux en matériaux locaux par la MIPROMALO ;- le suivi des conventions signées avec les Universités et certains opérateurs en rapport avec la réalisation des logements ;- la création d'un compte dédié MINH DU/MIN DCAF pour le financement des activités de sécurisation des sites ;- mise en œuvre de la convention avec CIMENCAM ;- Appui aux coopératives d'habitat ;- Réflexion sur la mise en œuvre des opérations immobilières pour la rénovation des quartiers sous-structurés ;- Appui à la promotion immobilière publique : accompagnement de la SIC et des CTD dans les opérations des constructions des logements.
-------------------	--

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 497

AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN

Responsable du programme

FOUDA ANNE MARGUERITE

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Action 1- Amélioration de l'Assainissement en milieu urbain. Cette action vise à maîtriser la gestion des eaux pluviales et usées, améliorer la gestion des déchets solides et protéger les populations des risques naturels, anthropiques, des pollutions et nuisances de toutes sortes.

Action 2- Embellissement et sécurisation des centres urbains. Cette action vise à rendre les villes plus accueillantes et plus attrayantes dans un but touristique, mais davantage dans le but de permettre aux populations de se récréer et de limiter le stress, gage d'une meilleure santé. Il s'agit également de rechercher des solutions idoines et de proximité devant permettre, au terme de leur mise en oeuvre, de réduire de façon sensible l'insécurité dans nos villes.

Action 3 : Promotion du développement social intégré urbain. La présente action vise à apporter des réformes nécessaires en vue d'impliquer les groupes sociaux vulnérables (notamment les jeunes en difficulté en milieu urbain) dans le processus de développement des villes.

Action 4 : Amélioration de la gouvernance urbaine. Dans le cadre de la stratégie de développement du sous-secteur urbain, il a été identifié comme frein à la bonne gouvernance urbaine, la difficulté de la mise en cohérence de tous les leviers novateurs d'une gestion optimale de la cité. Les efforts dans ce domaine ne peuvent permettre d'atteindre les résultats escomptés que si une attention particulière est portée sur les interventions du secteur privé urbain et l'effectivité de la gouvernance urbaine. Cette action, en développant le dialogue permanent entre les acteurs urbains, est une réponse à cette préoccupation. Il s'agira aussi de mettre en place un plan de communication urbaine, d'informer et de sensibiliser les acteurs urbains et notamment les populations, sur les nouvelles technologies en matière de construction et les normes en matière d'habitat, et faire connaître à tous les textes régissant l'urbanisme et l'habitat au Cameroun, de renforcer le cadre institutionnel et juridique et la

capacité

d'intervention du secteur privé urbain, de promouvoir le partenariat entre acteurs urbains.

OBJECTIF	Assainir et embellir l'espace urbain et assoir une bonne gouvernance urbaine	
Indicateur	Intitulé:	nombre de ménages supplémentaires ayant accès à un système d'assainissement, linéaire de drain construit, nombre de jeunes formés aux métiers urbains, nombre de stations d'épurations construites ou réhabilitées, nombre de plateformes fonctionnelles.
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	153146.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible Année cible:	399055.0 2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMELIORATION DE L'ASSAINISSEMENT EN MILIEU URBAIN Action 02: EMBELLISSEMENT ET SÉCURISATION DES CENTRES URBAINS Action 03: PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL INTÉGRÉ DE TOUS LES GROUPES SOCIAUX EN MILIEU URBAIN Action 04: AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE URBAINE	
DOTATIONS INITIALES	AE 24 769 558 125	CP 24 769 558 125
RESPONSABLE DU PROGRAMME	FOUDA ANNE MARGUERITE,	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Pour le **programme 497**, adossé sur les travaux de construction des drains dans les villes de Douala et de Yaoundé. D'une manière globale, ce programme s'est exécuté de façon satisfaisante néanmoins quelques difficultés ont émaillé son bon déroulement notamment :

- La libération des emprises et indemnisation tardive des populations qui a affecté le démarrage effectif des travaux ;
- la non mise à disposition des fonds de contrepartie et le retard dans la réalisation des études techniques ;
- La passation tardive des marchés programmés et faiblesse technique des prestataires adjudicataires desdits marchés, entraînant un retard dans la livraison des prestations ;
- les difficultés de disponibilité de trésorerie au niveau du Trésor public qui ont affecté les travaux de certains partenaires ;

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

Le programme 497 est porté par deux grands projets pluriannuels dont l'exécution sur le terrain s'exécute de façon satisfaisante.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	7 km de drains réalisés à Yaoundé dans le cadre du PADY 2 et à Douala ; 700 jeunes formés aux petits métiers urbains ; 150 acteurs formés par le PNFMV ; 288 ménages bénéficiant des projets sociaux de proximité	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 12 795 658 949	CP 12 795 658 949
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 11 973 899 176	Ecart CP 11 973 899 176
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 12 206 829 735	CP 12 206 524 950
TAUX DE CONSOMMATION	99,6 %	99,59 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	la performance de cet indicateur sera capitalisée en 2018 à la fin des travaux de construction des drains dans les villes de Yaoundé et de Douala. Ainsi, le nombre de ménages affecté par ces projets sera de 245 909.	
PERSPECTIVES 2018	poursuite du projet de drainage des eaux pluviales de Douala avec l'appui de la coopération française ; et du Projet d'assainissement de Yaoundé (phase II) avec l'appui conjoint BAD-Coopération française. Par ailleurs, poursuite de la mise en œuvre de la convention MINH DU/INS sur la collecte des données urbaines. Amplification de la formation des jeunes aux petits métiers urbains	

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Les principaux projets qui portent ces actions sont en cours d'exécution avec des niveaux d'avancement satisfaisants

Action 01 AMELIORATION DE L'ASSAINISSEMENT EN MILIEU URBAIN									
OBJECTIF	Maîtriser la gestion des eaux pluviales, des eaux usées et des déchets solides								
Indicateur	Intitulé:	Linaire de drains construits						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	ml							
	Année de référence:	2015							
	Valeur de référence:	60.400001525878906							
	Année cible:	2018							
	Valeur Cible	80.4000015258789							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	68.9 km dont 7 km en 2017							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de station d'épuration construites et/ou réhabilitées						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	3.0							
	Année cible:	2016							
	Valeur Cible	0.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	01 en 2015, 01 en 2016, les travaux de 2017 sont en cours							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	22 328 277 000	22 328 277 000	10 496 629 228	10 496 629 228	10 496 629 228	1 049 632 429	99,9 %	99,9 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action est adossée sur les travaux de construction des drains dans les villes de Douala et de Yaoundé. Et les travaux sont en cours.								
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extrants)	-7 km de drains réalisés dans le cadre du PADY 2, et du drainage pluvial de Douala, globalement les travaux affichent un taux d'avancement de 83% pour le PADY, 50% pour le projet de Drainage pluvial de Douala et le marché est en cours d'attribution pour la construction de la STEP de Mendong ;								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	la performance de cet indicateur sera capitalisée en 2018 à la fin des travaux de construction des drains dans les villes de Yaoundé et de Douala. les stations d'épuration construites ont été réalisées en 2015 portant au nombre de 05 la valeur de cet indicateur.								
Perspectives 2018	poursuite des travaux de construction du projet de drainage des eaux pluviales de Douala avec l'appui de la coopération française ; et du Projet d'assainissement de Yaoundé (phase II) avec l'appui conjoint BAD-Coopération française. Par ailleurs, poursuite des prestations d'hyssacam dans les villes de Bangou et Banganté								

Action 02 EMBELLISSEMENT ET SÉCURISATION DES CENTRES URBAINS

OBJECTIF	Embellir et sécuriser le paysage urbain							
Indicateur	Intitulé:		superficie d'espaces aménagés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		m2					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		25930.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		45930.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		34016.26 m2 dont 5828.26 m2 en 2017					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	470 000 000	470 000 000	504 488 576	504 488 576	34 488 576	34 488 576	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a bénéficié du financement du budget d'investissement public 2017 et fait l'objet de crédits transférés aux CTD.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - 4 Carrefours aménagés - Construction de 10 boutiques communales - Construction de monument – Pose 150m² pavés - Pose de 16 lampadaires de jardin - Fourniture et pose de 8 bancs publics - Construction de 157ml clôture pour jardin public - Fourniture et pose des panneaux directionnels - Engazonnement 5828,26m²- Aménagement de 5 aires de stationnement pour motos taxi (375m²) ; construction de 7ml de traversée, construction de 30ml de buse avec HIMO. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La cible affichée ainsi que la valeur atteinte prennent en compte, en plus de l'aménagement des espaces verts, d'autres aménagements d'importance, listés ci-contre. les travaux se poursuivent à Kumbo et à Monatéle.							
Perspectives 2018	Ces activités sont inscrites dans le BIP du MINHDU et bénéficieront d'une allocation adéquate tout en s'étendant à de nouvelles villes							

Action 03 PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL INTÉGRÉ DE TOUS LES GROUPES SOCIAUX EN MILIEU URBAIN									
OBJECTIF	Promouvoir le développement social intégré en milieu urbain et favoriser l'accès de tous les groupes sociaux aux services et équipements urbains de base								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de jeunes en difficultés formés au petits métiers urbains					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	1282.0							
	Année cible:	2016							
	Valeur Cible	1982.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	2182 dont 200 en 2017							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de comité de quartiers créés					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	13.0							
	Année cible:	2016							
	Valeur Cible	14.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	03 en 2017							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 031 281 125	1 031 281 125	952 066 221	952 066 221	833 237 007	833 236 921	99,4 %	94,34 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Ces actions ont bénéficié du financement du budget d'investissement public 2017.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>Réalisation d'une voie de desserte par approche HIMO dans la Commune de Tibati avec les caractéristiques ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 908 ml de caniveaux et fossés construits par approche HIMO ; - 400 ml de voies de desserte revêtues en pavés de béton ; - 288 ménages ont bénéficié de projets de proximité. <p>Pour ce qui est de la formation et de l'insertion des jeunes en difficulté ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - 30 jeunes riverains recrutés, insérés et formés dans le projet HIMO à Tibati ; - 700 Jeunes urbains en difficulté formés à la production et pose de briques de terre comprimées, des pavés et à la production du compost dans les Communes de Makak, Massangam, Fouban, Ndobian, Makénéne, Batchenga et Meyomessala. 								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La performance satisfaisante se justifie par une meilleure capitalisation du PDUE par la Division du Développement Social Urbain en matière de désenclavement des quartiers et d'accès aux services sociaux de base par les ménages. De même, l'appui du BIT est perceptible en matière de formation des jeunes aux petits métiers de la ville par approche HIMO à travers les projets communautaires								
Perspectives 2018	Au cours de prochaines années, le développement social urbain devra d'avantage se focalisé sur la nécessité d'accroître le nombre de jeune en difficulté formé aux petits métiers urbains pour réduire le désœuvrement et les fléaux urbains subséquents								

Action 04 AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE URBAINE

OBJECTIF	Améliorer la participation de tous les acteurs urbains dans l'élaboration et la mise en oeuvre des projets urbains							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de plate forme de concertation fonctionnelle				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		8.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		14.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		150					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	940 000 000	940 000 000	842 474 924	842 474 924	842 474 924	842 474 924	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action vise à améliorer la gouvernance en milieu urbain							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - Cartographies des villes de Mamfé, Tubah, Endom, Ngoumou et GUIDER en cours de réalisation - 150 Professionnels formés par le PNFMV en 2017 ; - 48 communes ayant bénéficiés de formation PNFV ; - 02 stratégies de lutte contre la délinquance et le désordre urbains à Bafoussam et Ebolowa. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Ces activités ont bénéficié du financement du budget d'investissement public 2016. Toutefois, il ya lieu de relever les insuffisances de certains prestataires en matière de ressources financières plombant la réalisation des projets dans le délai imparti.							
Perspectives 2018	Poursuite de gouvernance urbaine à travers la formation des acteurs Etatiques, les CTD, et les acteurs de la société civile.							

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 498

DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT
URBAIN (PDITU)

Responsable du programme

NDJIBA BAMI ARMAND ROMUALD
Directeur des Opérations Urbaines

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La mise en oeuvre du programme se fera au travers des trois (03) actions suivantes:

Action 1: Entretien de la voirie urbaine

Cette action vise à appuyer les CTD dans leurs efforts pour maintenir leur voirie dans un état de praticabilité acceptable.

Action 2: Réhabilitation de la voirie urbaine

L'objectif de cette action est de rétablir les performances des routes urbaines qui ont atteint leur durée

de vie, afin de maintenir ou améliorer leur niveau de service. Cette action vise à apporter un appui de

l'Etat aux initiatives des CTD pour l'élaboration et la mise en uvre des plans de déplacement urbain

Action 3: Construction de la voirie urbaine

Cette action vise à doter les villes de nouvelles routes revêtues pour combler progressivement le déficit général en voirie bitumée.

OBJECTIF	Améliorer la mobilité urbaine	
Indicateur	Intitulé:	linéaire de voirie urbaine construite/réhabilitée /entretenu
	Unité de mesure	km
	Valeur de référence:	354.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	80.0
Indicateur	Année cible:	2016
	Intitulé:	linéaires de voirie revêtue réhabilités
	Unité de mesure	-
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2016
Indicateur	Valeur Cible	0.0
	Année cible:	2016
	Intitulé:	linéaires de voirie revêtue construits
	Unité de mesure	-
	Valeur de référence:	0.0
Indicateur	Année de référence:	2016
	Valeur Cible	0.0
	Année cible:	2016
	Intitulé:	linéaires de voirie revêtue entretenue
	Unité de mesure	-
Indicateur	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2016
	Valeur Cible	0.0
	Année cible:	2016

ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: ENTRETIEN DE LA VOIRIE URBAINE Action 02: RÉHABILITATION DE LA VOIRIE URBAINE Action 03: CONSTRUCTION DE LA VOIRIE URBAINE	
DOTATIONS INITIALES	AE 48 647 765 739	CP 44 075 554 739
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NDJIBA BAMI ARMAND ROMUALD, Directeur des Opérations Urbaines	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 498 intitulé Développement des infrastructures de transport urbain au cours de l'exercice 2017 a été marqué par la mise en œuvre du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance et la préparation de la CAN 2019. Ceci a eu pour incidence de bonifier les résultats obtenus au cours de l'exercice, qui a également connu la poursuite des travaux engagés les années précédentes. Toutefois, ces résultats auraient été meilleurs si la mise en œuvre du programme n'avait pas connu :

- les lenteurs administratives dans les procédures d'indemnisation des populations déguerpies dans la cadre de la libération des emprises de certains projets;
- les lourdeurs des concessionnaires dans les procédures de déplacement des réseaux ;
- l'infructuosité de nombreux appels d'offres surtout ceux de la maîtrise d'œuvre des travaux sur financement Fonds Routier ;
- les retards dans le paiement des décomptes des entreprises ;
- le manque de professionnalisme des entreprises ;
- l'absence d'une cartographie de matériaux de viabilité utilisés en corps chaussée ;
- l'insuffisance des ressources financières.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

Le programme 498 compte de nombreux projets relatifs à la CAN, le PLANUT volet voirie et bien d'autres dont le niveau d'avancement est satisfaisant.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	La valeur réalisée est de 642,432 km précisément 38,191 km de voirie revêtue entretenue ; 28,111 km de voirie revêtue réhabilitée réalisée en 2017. En plus, 63,72 km de voirie en terre ont été entretenus. la cible visée en 2017 est de 717,131 km	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 28 816 272 058	CP 24 244 061 058
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 19 831 493 681	Ecart CP 19 831 493 681
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 23 306 001 452	CP 20 820 558 034
TAUX DE CONSOMMATION	91,8 %	96,79 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES	La passation tardive de certains marchés n'a pas permis le démarrage dans les meilleurs délais de	

RESSOURCES	certains. En outre, certains projets sont pluri annuels. Leurs extrants ne pourront être captés qu'en fin 2018. Aussi, en matière de construction de voirie, les extrants dans le cadre de la construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen section rase campagne et les travaux de construction de la voie d'accès au stade d'Olembé à Yaoundé ne seront disponibles qu'en fin 2018.
PERSPECTIVES 2018	Poursuite de la Mise en œuvre du programme d'urgence - Organisation de la CAN 2019 ; Poursuite des projets structurants notamment la construction de l'autoroute

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Les résultats de cette action sont tributaires des performances managériales des CTD car il s'agit pour la plupart des ressources transférées aux communes pour les travaux de réhabilitation des voiries en terre.

en ce qui concerne la réhabilitation de la voirie urbaine, 37.111 km de voirie ont été réhabilités et de nombreux projets restent en cours d'exécution vu le caractère pluriannuel ;

en matière de construction de voirie urbaine, 66.81 km ont été capitalisés en 2017 mais il s'agissait des projets en cours de réalisation depuis 2016. ceux entamés cette année verront les premières réceptions en 2018 pour certains et d'autres en 2019.

Action 01 ENTRETIEN DE LA VOIRIE URBAINE

OBJECTIF	maintenir les voiries dans un bon état								
Indicateur	Intitulé:	Linéaire de voirie urbaine revetue /entretenu						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	km							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	9.335000038146973							
	Année cible:	2015							
	Valeur Cible	13.835000038146973							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	105.015 km dont 33.181 km en 2017							
Indicateur	Intitulé:	Linéaire de voirie en terre entretenue						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	km							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	136.5							
	Année cible:	2016							
	Valeur Cible	236.5							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	292.43 km dont 63.720 en 2017							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	2 060 817 372	2 060 817 372	2 182 512 167	2 182 512 167	1 231 177 412	1 188 282 310	98,9 %	95,44 %	
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Les travaux d'entretien des voiries du pays participent à la décentralisation par transfert de compétences aux communes, et au maintien des conditions de mobilité acceptables pour les citoyens des villes sur le financement Fonds Routier ou encore dans le cadre des interventions d'urgences du BIP.								
ACTIVITÉS MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extrants)	63,720 Km de voirie en terre entretenue et 33,181 Km de voirie revêtues entretenues								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'écart s'explique également par l'infructuosité des marchés d'entretien des voiries dans les villes secondaires. La faible capacité technique et financière des PME nationales adjudicataires des marchés. Toutefois, les marchés infructueux ont été relancés et tout est mis en œuvre pour améliorer la cadence des travaux.								
Perspectives 2018	Achèvement des travaux d'entretien des voiries en terre dans le reste des communes. Les travaux d'entretien des voiries en terre dans les communes dans le cadre de la décentralisation se poursuivront pour couvrir à terme l'ensemble des communes du pays. En 2018, il s'agira de 30 communes. Poursuite de l'entretien des voiries dans les villes sur le financement Fonds routier								

Action 02 RÉHABILITATION DE LA VOIRIE URBAINE

OBJECTIF	rétablir les performances des routes urbaines							
Indicateur	Intitulé:		Linéaire de voirie urbaine revetue /rehabilité				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		km					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		412.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		487.5					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		375.693 km dont 37.111km en 2017					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	16 563 362 628	12 871 151 628	16 569 286 128	12 877 075 128	12 935 163 016	10 492 614 700	91,6 %	94,34 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été influencée par la mise en œuvre du PLANUT volet voirie.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	28,111 km de voirie à Douala et 9 km de voirie à Yaoundé ont été réhabilités dans le cadre du PLANUT.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - la cible n'a pas été atteinte parce que la quasi-totalité des projets inscrits dans le BIP sont pluri annuels et s'achèveront en 2018 ; - on dénombre également de nombreux projets sur financement fonds routier, qui accusent des retards dufait de la faible capacité technique et financière des entreprise et les lenteurs dans les paiements des décomptes. 							
Perspectives 2018	La poursuite des travaux financés dans le cadre du PLANUT notamment le démarrage des travaux de voirie du 2 ^e groupe dans le cadre du PLANUT, et la poursuite des travaux de préparation de la CAN 2019.							

Action 03 CONSTRUCTION DE LA VOIRIE URBAINE

OBJECTIF	Etendre le réseau viaire dans les villes							
Indicateur	Intitulé:		Linéaire de voirie urbaine construit				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		km					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		44.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		54.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		66.081 km					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	30 023 585 739	29 143 585 739	10 064 473 763	9 184 473 763	9 139 661 024	9 139 661 024	91,2 %	99,95 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>Travaux de construction de l'autoroute Yaounde-Nsimalen en cours avec un taux d'avancement de 80%.</p> <p>Travaux de construction de la voie d'accès au stade Olembé à Yaouné avec un niveau d'avancement de 26%.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>La performance affichée est celle de réalisé en 2016 dans le cadre des préparatifs de la CAN 2016. Pour l'exercice 2017 les tâches de cette action étaient essentiellement des projets pluriannuels dont les extrants seront capitalisés en 2018 pour les uns et 2019 pour d'autres.</p>							
Perspectives 2018	<p>Poursuite des travaux de construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen section rase campagne, Libération des emprises de la section urbaine de l'autoroute Yaoundé - Nsimalen</p> <p>Poursuite des travaux de voirie du 2^e groupe dans le cadre du PLANUT, Poursuivre les travaux de préparation de la CAN 2019</p>							

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 499

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR
URBAIN

Responsable du programme

MOUSSA MAHAMAT
Directeur des Affaires Générales

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La mise en oeuvre du programme 499 se fera au travers des trois (03) actions suivantes:

Action 1- Amélioration du cadre institutionnel et juridique. Il s'agit de doter le MINH DU de moyens

humains performants afin de garantir un développement urbain de qualité

Action 2 : Renforcement des ressources humaines, matérielles et financières. Cette action vise à

améliorer le cadre de travail du personnel en mettant à sa disposition des locaux, des équipements et un matériel appropriés.

Action 3 : Coordination des services. Cette action traitera essentiellement du suivi de l'évaluation du plan

d'action, de la mise en place d'un système d'information pour le suivi des activités, de l'évaluation du

fonctionnement et de la performance des services.

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en oeuvre des programmes du MINH DU	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités budgétisées du Programme
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	99.30000305175781
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMÉLIORATION DU CADRE INSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE Action 02: RENFORCEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES Action 03: COORDINATION DES SERVICES	
DOTATIONS INITIALES	AE 9 263 727 337	CP 9 126 727 337
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MOUSSA MAHAMAT, Directeur des Affaires Générales	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 499 relatif à la gouvernance et à l'appui institutionnel du sous-secteur urbain étant un programme support, encadre le suivi de l'exécution des programmes opérationnels. Ce Programme est particulièrement sensible à la consigne gouvernementale qui prescrit la réduction du train de vie de l'Etat. Sa mise en œuvre, jugée satisfaisante a été impactée par les éléments ci-dessous :

- Mobilisation des moyens supplémentaires pour l'accompagnement des activités induites par la

- préparation de la 2019, de la mise en œuvre du PLANUT et des grands chantiers du MINH DU ;
- Guerre contre le terrorisme dans le Septentrion entraînant le ralentissement des activités économiques et affectant la collecte des ressources budgétaires ;
 - Faible notification du quota du trimestriel du budget de fonctionnement;

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

Le programme 499 affiche la meilleure performance des programmes du MINH DU du fait de la nature de ses tâches qui sont pour la plupart annuelles et dont les délais de réalisations sont suffisamment favorables.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	Toutes les activités du programme ont été réalisées au terme de l'exercice budgétaire	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	100%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 8 136 316 991	CP 7 999 316 991
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 1 127 410 346	Ecart CP 1 127 410 346
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 6 055 909 343	CP 6 015 196 342
TAUX DE CONSOMMATION	100 %	100 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Il s'agit pour l'essentiel des marchés de fournitures et d'approvisionnements généraux dont les délais d'exécution sont nettement allégés. En plus ces marchés présentent un taux de risque faible. Ce qui justifie une meilleure consommation des crédits y afférents	
PERSPECTIVES 2018	Poursuite du processus de l'amélioration du fonctionnement et des performances des services du MINH DU	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

L'action 01 de ce programme présente des tâches qui sont pour la plupart en cours d'exécution ;

En matière de renforcement des ressources humaines, matérielles et financières 129 personnels ont été formés, 03 délégations réhabilitées, 02 construites, 10 véhicules et 10 motos acquis.

La coordination des services s'est faite de façon satisfaisante et appréciée à 99% d'exécution des projets.

Action 01 AMÉLIORATION DU CADRE INSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE									
OBJECTIF	Améliorer le cadre institutionnel et Juridique du sous-secteur urbain								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de projets de textes élaborés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2014						
	Valeur de référence:		6.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		8.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		07 en cours d'élaboration						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	880 000 000	880 000 000	583 381 194	583 381 194	583 381 194	583 381 194	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Amélioration du cadre institutionnel et juridique.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	250 exemplaires du guide de la copropriété traduit en langue anglaise ; - 250 exemplaires du recueil de textes sur l'habitat et l'urbanisme traduits en langue anglaise et reproduits ; - Projet de loi relatif à l'habitat social disponible ;								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	07 textes en cours de réalisation.								
Perspectives 2018									

Action 02 RENFORCEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES									
OBJECTIF	Améliorer la performance des acteurs urbains								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de personnels formé				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2014						
	Valeur de référence:		406.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		516.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		129						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	2 119 940 000	1 982 940 000	1 958 314 326	1 821 314 326	947 575 163	936 862 163	98,1 %	96,95 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été menée dans un contexte marqué par une carence de matériel technique spécifique, cadre et condition de travail inadéquat pour quelques personnels et responsables du Ministère								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> 03 délégations départementales réhabilitées ; - 02 délégations départementales construites (Délégation départementale du Koung-Khi et Djerem) ; - 129 personnes formées en bilinguisme et en Management intégré ; - 10 véhicules et 10 motocyclettes achetés ; - PPA 2018 disponible ; - Conférence ICCASU 2 tenue et rapport disponible. 								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	En 2017, 129 personnels sur 300 ont été formés. La cible n'a pas été atteinte à cause de la rareté des ressources dédiées à cette activité. La valeur cible de 2018 est le cumul de l'existant et de l'objectif 2018 (150 personnels à former).								
Perspectives 2018	le MINH DU poursuivra l'amélioration du cadre de travail des personnels des services centraux et déconcentrés à travers la formation du personnel, l'équipement de certains bureaux en matériels techniques spécifiques et en matériels roulants notamment l'achat des motos, la réhabilitation des délégations départementales et la poursuite de la construction des délégations régionales.								

Action 03 COORDINATION DES SERVICES

OBJECTIF	Améliorer l'efficacité, le rendement et la cohérence des services							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'exécution des projets				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 99%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		100.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		99					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	6 263 787 337	6 263 787 337	5 594 621 471	5 594 621 471	4 524 952 986	4 494 952 985	90,58 %	99,76 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Poursuite de l'apprentissage et appropriation des nouvelles techniques budgétaires Mise en œuvre des outils de pilotage du budget avec désignation des responsables de programme d'action et de contrôle de gestion							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement financier des comités et groupes de travail - Acquisition des matériels pour le fonctionnement des services 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement financier des comités et groupes de travail - Acquisition des matériels informatiques spécifiques et roulants - Entretien et équipement des services du MINH DU - Appui au suivi des projets (carburant, indemnité de missions, primes diverses, etc....) - Paiement des ADP <p>Le faible taux de réalisation financière de l'action est dû à la revalorisation des dotations budgétaires initiales, non prises en compte dans le rapport fait avec la consommation effective des crédits ayant permis de calculer le résultat</p>							
Perspectives 2018	Amélioration des capacités de prise en charge de tous les services du MINH DU							

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le bilan de mise en œuvre du PPA 2017 permet d'une part d'opérer un rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, et d'autre part, d'entrevoir des perspectives à court et moyen terme en considération des leçons apprises.

Aussi, pour améliorer la lisibilité de nos résultats, voire de nos performances, il y a lieu de revisiter le contenu des programmes et actions à l'effet d'affiner les indicateurs qui sont associés dans le cadre de leur renseignement.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique du Ministère

Le DSCE a assigné au sous-secteur de l'Habitat et du Développement Urbain l'objectif stratégique énoncé de la manière suivante « maitriser le développement des villes et en faire des centres de production et de consommation nécessaires à l'essor du secteur industriel ; promouvoir l'émergence des agglomérations périphériques, le développement des villes moyennes ou secondaires capables de structurer les activités économiques dans l'espace urbain ; et concourir au développement des zones rurales environnantes ». Pour cela, quelques cibles sont visées à l'horizon 2020, il s'agit précisément de 150 km de voirie construite ou réhabilitée, et 17000 logements construits.

Pour atteindre cet objectif, la stratégie de Développement Urbain a identifié quatre programmes déclinés successivement en actions, activités et tâches.

L'appréciation de la performance globale du département ne peut se faire qu'au regard du rendement obtenu sur chacun des programmes.

1- programme 496

Pour maitriser l'urbanisation galopante et anarchique, **11 documents de planification** ont été élaborés.

En ce qui concerne la réalisation des opérations d'aménagement urbain, **l'ilot de NKolbikok** a été aménagé.

S'agissant de la construction des logements, **2130** logements sociaux construits à Yaoundé et à Douala.

2- programme 497

Les actions menées visent une meilleure canalisation des eaux pluviales, un meilleur traitement des eaux usées et des déchets solides, l'embellissement et la sécurité en milieu urbain, et le renforcement de la gouvernance urbaine. En guise de résultats, **07 km** de drains ont été construits à Yaoundé et à Douala, **700 jeunes** formés aux petits métiers urbains, et environ **15 102** ménages bénéficiant des projets sociaux de proximité. Et 150 acteurs urbains formés par le PNFMV.

3- programme 498

Pour ce qui est du programme 498, l'accent a été mis sur les travaux de réhabilitation, de construction et d'entretien de la voirie urbaine à l'effet de désengorger les pénétrantes de nos grandes métropoles, et de fluidifier la circulation les axes structurants et les grands carrefours. Comme résultats enregistrés, **63,72 km** de voirie en terre entretenue, **33,181 km** de voirie revêtue entretenue, **28,111 km** de voirie urbaine revêtue réhabilitée et les travaux de construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen section rase campagne en cours (**80%**) ainsi que ceux relatifs à la voie d'accès au stade Olembé à Yaoundé (26%).

4- programme 499

Les tâches réalisées dans ce chapitre ont permis le renforcement du cadre institutionnel ainsi que des ressources humaines et matérielles compatibles avec les missions assignées aux structures chargées de la mise en œuvre des programmes opérationnels. A cet égard, **03** textes ont été élaborés en matière d'Urbanisme et d'Habitat et 02 vulgarisés, **129** personnels formés en bilinguisme et en Management intégré, **02** délégations départementales construites (Koung-Khi et Djerem), **03** délégations départementales réhabilitées. Et, **10** véhicules et **10** motocyclettes acquises

3.2. LEÇONS APPRISSES

Leçons apprises

Des enseignements ont été tirés lors de la mise en œuvre des quatre programmes au cours de l'exercice 2017 et seront implémentés dans le plan de performance 2018 du MINHDU à l'effet d'améliorer les performances du MINHDU. Ces mesures sont affichées par programme.

3.2.1-PROGRAMME 496

- La signature conjointe des contrats de ville par les différents magistrats municipaux de la ville (Délégués du Gouvernement et Maires des Communes d'Arrondissement) ;
- la réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise sur pied d'un fonds spécial de l'habitat ;

- l'élaboration d'un projet de loi sur l'habitat social ;
- l'élaboration d'un guide d'auto construction ;
- la réalisation d'une étude architecturale et technique en vue de la construction des logements sociaux au Cameroun ;
- l'expérimentation de la construction des logements sociaux avec les matériaux locaux ;
- la non inscription de nouvelles tâches en matière de sécurisation et indemnisation des sites
- la réalisation d'un manuel de procédure pour la sécurisation des assiettes foncières
- Fusion des études de faisabilité du 3e C2D avec les études détaillées pour accélérer la mise en œuvre du programme « Capitales régionales » dans les villes de Maroua et Bamenda.

3.2.2- PROGRAMME 497

- Elaboration et transmission des DAO des projets 2019 au mois de novembre 2018 ;
- suivi régulier des projets avec le Service des marchés dans le cadre de la passation des marchés ;
- suivi régulier du processus de passations des marchés;
- intensification des missions de suivi et de supervision des projets à crédit délégué et des ressources transférées;
- mise à jour de la liste des prestations défaillant;
- Amélioration du mécanisme de suivi et de mise en œuvre des conventions avec l'INS, l'INC et le PNFMV, notamment à travers l'élaboration et la validation des PTBA 2019 avant la fin de l'année 2018;
- Création d'une ligne pour la sécurisation des sites des projets ;
- Mise à jour de la liste des prestataires défaillants.

PROGRAMME 498

- Intensification des missions de suivi et de supervision des activités réalisées par les services déconcentrés ;
- - Intensification des missions de suivi de chantier par des descentes sur le terrain ;
- - Réunions d'information et de sensibilisation avec les acteurs impliqués dans la gestion du projet ;
- -Transmettre à temps aux maires, les DAO type pour les projets transférés ;
- -Transmission par anticipation les DAO aux structures compétentes de passation des marchés ;
- -Tenue régulière des réunions de supervision des projets avec tous les acteurs ;
- - Renforcement des capacités des personnels des services centraux et déconcentrés dans le cadre de la convention avec le LABOGENIE.

PROGRAMME 499

- la programmation efficiente des projets de construction des délégations ;
- l'anticipation dans les passations des marchés ;
- Renforcement des critères de qualification des entreprises soumissionnaires.

3.3. PERSPECTIVES 2018

perspectives :

Dans le but d'améliorer les performances futures du MINH DU, quelques considérations méritent d'être capitalisées, notamment la finalisation du PPA de manière participative à l'effet d'afficher les cibles réelles les années venant.

De même quelques perspectives sont présentées par programmes :

3.3.1 PROGRAMME 496

Action 1 : Développement de la planification urbaine

- la finalisation de la révision de la loi régissant l'urbanisme au Cameroun ;
- l'implémentation des résultats de l'étude sur l'analyse des besoins en renforcement des capacités des acteurs en matière d'élaboration et de suivi d'élaboration des documents de planification urbaine, l'évaluation et la catégorisation des BET ;
- la mise en place d'un programme de renforcement des capacités ;
- la vulgarisation des textes régissant l'urbanisme ;
- la finalisation prochaine de l'étude portant sur la conception de guides méthodologiques pour l'élaboration des documents de planification urbaine ;
- la finalisation prochaine de l'étude portant sur la conception d'un manuel de procédures de suivi de l'élaboration des documents de planification urbaine ;
- l'élaboration de la politique urbaine nationale.

Action 2 : Réalisation des opérations d'aménagement

- la mise à l'échelle du PPAB à travers l'élaboration d'un programme national ;
- la finalisation de l'étude visant l'élaboration d'une stratégie d'amélioration des bidonvilles au Cameroun ;
- l'extension du C2D à Bamenda et Maroua ;
- Démarrage des grands travaux sous financement C2D dans les villes Garoua, Bafoussam et Bertoua ;
- Réalisation des opérations d'aménagements concertées (MINH DU- MAETUR et éventuellement avec les collectivités villageoises) ;
- la finalisation de la préparation du Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes (PDVIR) sur financement Banque mondiale ;
- la signature de la convention de crédit pour le financement du PDVIR ;

- le lancement officiel du PDVIR et la signature des Contrats de Ville entre l'Etat et les CTD concernées ;
- le paiement des indemnités des populations affectées par les travaux structurants dans les villes de Batouri, Douala, Kumba, Ngaoundéré et Yaoundé ;
- Le démarrage des travaux structurants dans les villes de Batouri, Douala, Kumba, Ngaoundéré et Yaoundé ;
- l'identification des activités à réaliser dans les villes de Kousséri et Maroua ;
- la réalisation des études APS/APD et EIES et l'élaboration des DAO des travaux à réaliser à Kousséri et Maroua ;
- dans la programmation des activités à mener, l'élaboration des Plans de Secteur dans les Communes d'Arrondissement de Douala 3^{ème} et 5^{ème}, ainsi que l'élaboration des Contrats de Ville des CTD concernées par le PDVIR signés.

Action 3 : Construction des nouveaux logements

- l'amélioration du cadre institutionnel et juridique en matière d'habitat, à travers la finalisation des réflexions engagées (notamment la politique de l'habitat, la loi sur l'habitat social et l'étude en vue de la création d'un Fonds Spécial pour l'Habitat Social) ;
- la réattribution des marchés résiliés aux grandes firmes ;
- une meilleure approche dans la sécurisation des sites (un bon mécanisme de suivi et une bonne évaluation des besoins) et procédé à l'aménagement après la sécurisation des sites, en collaboration avec la MAETUR ;
- l'accompagnement des CTD dans la construction des Cités municipales ;
- l'appui à la promotion immobilière privée ;
- l'accompagnement des promoteurs internationaux avec qui des MOU ont été signés ;
- l'implémentation des travaux de construction des logements sociaux en matériaux locaux par la MIPROMALO ;
- le suivi des conventions signées avec les Universités et certains opérateurs en rapport avec la réalisation des logements ;
- la création d'un compte dédié MINH DU/MINDCAF pour le financement des activités de sécurisation des sites ;
- mise en œuvre de la convention avec CIMENCAM ;
- appui aux coopératives d'habitat ;
- Réflexion sur la mise en œuvre des opérations immobilières pour la rénovation des quartiers sous-structurés ;
- Appui à la promotion immobilière publique : accompagnement de la SIC et des CTD dans les opérations des constructions des logements.

3.3.2 PROGRAMME 497

- -Organiser un atelier de vulgarisation sur la réglementation des interventions en matière de voiries et réseaux divers en milieu urbain ;
- Continuer d'associer les concessionnaires dans les phases des études préliminaires afin de

procéder au déplacement des réseaux avant le démarrage des travaux proprement dits ;

- S'assurer de la libération des emprises avant le démarrage des travaux.
- Renforcer les capacités techniques du personnel du MINH DU et des CTD.
- Organiser des séminaires de formation pour les BET et entreprises

3.3.3 PROGRAMME 498

Dans le but d'améliorer les performances futures du MINH DU, quelques considérations méritent d'être capitalisées notamment :

- Organiser un atelier de vulgarisation sur la réglementation des interventions en matière de voiries et réseaux divers en milieu urbain ;
- Continuer d'associer les concessionnaires dans les phases des études préliminaires afin de procéder au déplacement des réseaux avant le démarrage des travaux proprement dits ;
- S'assurer de la libération des emprises avant le démarrage des travaux.
- Renforcer les capacités techniques du personnel du MINH DU et des CTD ;
- Organiser des séminaires de formation pour les BET et entreprises.

3.3.4 PROGRAMME 499

- l'Amélioration des critères de qualification des entreprises soumissionnaires par spécificité des prestations attendues(DAO), en tenant compte des réalisations ou prestations déjà exécutées par ces entreprises ;
- le suivi de proximité de l'exécution des projets ;
- la réactivation des cadres de concertation interne (dialogue de gestion) et externe (comité interministériel de revue périodique de suivi de l'exécution du BIP et de la passation des marchés)
- le Suivi de la maturation des projets ; -
l'Implication des directions techniques dans l'examen des ASMI.